UN 8 MARS PORTEUR D'ESPOIR VENU DU SUD

Marche samedi à Paris pour l'égalité, la liberté et la dignité

Le cortège partira cet après-midi à 14h30 du parvis des droits de l'homme (Trocadéro) pour atteindre l'ambassade d'Iran puis celle d'Égypte (avenue d'Iéna) et aboutir enfin à la place Rio-de-Janeiro, en face de l'ambassade d'Algérie. Une délégation conduite par Marie-Georges Buffet et regroupant des militantes féministes algériennes demandera à rencontrer M. Sbih, l'ambassadeur algérien. Notons que la CNCD Coordination France, qui participera à toute la marche, a refusé toutefois de prendre part à cette délégation dans la mesure, expliquent ses responsables, où elle demande tout simplement le départ de ce «régime» et qu'elle ne trouve aucune légitimité à ses représentants.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Les manifestations pour l'égalité et la liberté des femmes auront une tonalité particulière cette année. En moins d'un mois, deux dictatures – la tunisienne et l'égyptienne – ont été «mises à terre». Dans ces deux pays, les femmes étaient fortement mobilisées et ont pris part aux bouleversements opérés. A l'appel du Collectif national (français) pour les droits des femmes (CNDF), beaucoup d'associations et d'organisations des pays du sud de la Méditerranée se joindront à la marche pour l'égalité, la liberté et la dignité. Il en est ainsi de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie Coordination France qui, naturellement dit-elle, verra les femmes démocrates algériennes se joindre à cette marche et faire sien l'appel du CNDF qui souligne qu'en Tunisie et en Égypte, «les femmes étaient présentes dès les premiers jours et ont, nombreuses et résolues, participé à ce bouleversement. Partout ailleurs de par le monde, les femmes continent à se mobiliser, à se battre contre des régimes autoritaires et tortionnaires, contre des sociétés machistes, hétéro-sexistes et rétrogrades. Elles se battent pour leur autonomie et pour qu'il soit mis fin aux discriminations dont elles sont l'objet». Et pour être plus précis, l'appel explicite le cœur de ce combat dans plusieurs pays. Celui des Algériennes revendique l'égalité des droits, des lois civiles égalitaires et l'abrogation du code de la famille. Et comme il se confond avec le combat de toutes les forces démocratiques, il exige le rétablissement des libertés individuelles et collectives, le travail et la justice sociale et un état de droit et le rétablissement des libertés individuelles et collectives.

En Tunisie, la revendication porte sur la consécration de l'égalité des droits dans la Constitution, l'instauration de la laïcité et la levée des réserves émises notamment sur l'héritage lors de la ratification en 1985 par ce pays de la CEDAW, ou traité international qui réglemente la non-discrimination à l'égard des femmes. L'abrogation du code du statut personnel, la mise en place d'un état laïque et la participation des femmes à la commission pour la réforme de la Constitution sont le combat actuel des Egyptiennes. Quant aux Iraniennes, c'est non seulement l'abrogation du code de la famille et de toutes les lois discriminatoires à l'égard des femmes qui est exigé mais il est, en outre, demandé l'inscription dans la constitution de cette égalité, l'exigence d'un état laïque et l'abrogation de la CEDAW que ce pays n'a pas abrogée. En Afghanistan, les femmes, face au danger qui pointe, demandent le maintien de la Constitution actuelle, qui malgré quelques manques garantit et encourage la place de la femme mais elles interpellent sur le fait qu'elles soient les premières victimes de la corruption et de la pauvreté et par ailleurs et plus fondamentalement «elles refusent toute négociation avec les talibans, frein à la démocratisation et à la stabilité du pays». Mais contrairement à ce que l'on pourrait penser, en France aussi, le combat des femmes n'est pas clos et la lutte est plus que jamais nécessaire. Car, si dans les pays dits à régime démocratique comme dans l'Hexagone, la femme est protégée au plan juridique des discriminations, la situation n'est pas toujours aussi idyllique que l'on pourrait croire. Les rapports de domination homme/femme sont toujours à l'œuvre : non-égalité des salaires, droit à l'avortement et à la contraception menacé, violences faites aux femmes malgré la loi du 9 juillet 2010 dont il est demandé l'application, non-respect du droit d'asile pour les femmes persécutées pour des raisons racistes, religieuses ou pour leur orientation sexuelle. Pour toutes ces raisons, les femmes de plusieurs nationalités battront le pavé parisien cet après-midi. Le départ se fera du parvis des droits de l'homme au Trocadéro à 14h30 pour atteindre l'ambassade d'Iran avenue d'Iéna, puis le cortège fera un arrêt à proximité de l'ambassade d'Égypte, remontera vers la place Charles-de-Gaulle puis atteindra la place Rio-de-Janeiro, à proximité de l'ambassade d'Algérie, pour se quitter enfin au métro Courcelles.

K. B.-A.

LIBYE

L'opposition progresse vers l'ouest, manifestation à Tripoli

Les insurgés libyens, maîtres de l'est du pays, ont continué leur progression hier vers l'ouest et ont attaqué une ville contrôlée par l'armée régulière du colonel Mouammar Kadhafi, alors que l'opposition affrontait la police dans les rues de Tripoli.

Des appels avaient été lancés pour profiter de la prière du vendredi pour se faire entendre dans la capitale, où l'opposition a déjà tenté la semaine dernière de se soulever dans plusieurs quartiers.

Dans le quartier rebelle de Tajoura, dans l'est de la capitale, des affrontements ont opposé une centaine de manifestants scandant des slogans contre le régime aux forces de l'ordre. Ces dernières ont fait usage de gaz lacrymogène pour disperser les protestataires, selon des témoins. Sur la place Verte, dans le centre-ville, une centaine de pro-Kadhafi ont manifesté leur soutien au «Guide de la révolution», selon un journaliste de l'AFP. Des heurts limités ont eu lieu entre des petits groupes de manifestants pro et anti-Kadhafi non loin de là, a indiqué un témoin. Les forces de l'ordre bouclaient le secteur, mais elles sont restées en retrait sans intervenir, tirant simplement en l'air. Au 18e jour de révolte contre le dirigeant libyen, les insurgés — un mélange de jeunes Libyens sans expérience du combat et de militaires ralliés à l'opposition — avancent le long de la côte, et se trouvent désormais à plus de 300 km au sud-ouest de Benghazi, fief de la contestation anti-Kadhafi. Des bombardements intenses et des tirs d'artillerie étaient entendus près de Ras Lanouf, alors que des insurgés se dirigeaient en camion vers ce secteur, selon un journaliste de l'AFP. Des bombardements répétés et des rafales d'artillerie étaient entendus depuis une position dans le désert située à une dizaine de kilomètres à l'est de Ras Lanouf, port pétrolier stratégique situé à environ 600 km à l'est de Tripoli. Au moins quatre personnes ont été tuées dans les combats près de Ras Lanouf, selon un insurgé joint sur place. Un médecin a de son côté fait état de «nombreux morts et blessés» à Ras Lanouf. «Le plan est d'avancer petit à petit dans leur direction pour les pousser à reculer. Nous ne voulons pas nous battre, nous voulons leur imposer une pression psychologique (...). Mais si nous devons tuer pour remporter cette bataille, nous le ferons», a expliqué à l'AFP le colonel Bachir Abdelkader. Un peu plus à l'est, le capitaine Chouaib al-Akaki, qui a rallié le camp de l'opposition, s'inquiétait à l'idée des combats à venir, forcément fratricides. «Nous essayons de limiter les pertes des deux côtés. En Libye, nous sommes tous parents. Nous sommes un pays de tribus. Nous avons tous de la famille à Syrte», ville natale et fief du colonel Kadhafi située entre Tripoli et Benghazi, a-t-il expliqué.

Photo : DR

Cependant, un autre capitaine rallié à l'opposition, Mohammad Abdallah, a expliqué à Brega qu'il n'encourageait «pas les gens à aller vers Ras Lanouf parce que les troupes de Kadhafi y avaient des positions solides». «Ce sera un massacre si les gens vont là-bas», a-t-il redouté, ajoutant que des centaines de volontaires étaient partis vers cette ville. A Brega, l'opposition se préparait à une nouvelle contre-offensive. Devant l'entrée de la principale raffinerie, une cinquantaine d'insurgés ont établi un poste de contrôle, équipé d'armes anti-aériennes et installé des barricades sur la route. A la sortie d'Ajdabiya, à 70 km à l'ouest de Brega, un journaliste de l'AFP a vu plusieurs voitures prendre la direction du port pétrolier. Certains venaient de villes nettement plus à l'est comme Al-Baïda ou Tobrouk. «Je suis venu avec quatre amis. Nous n'avons pas de fusils, mais nous pensons en obtenir en arrivant à Brega. Nous devons prouver (à Kadhafi) que c'est notre pays. C'est l'heure du jihad», a expliqué Mohammed, 35 ans, employé de banque à Tobrouk. Tout à l'ouest, la ville de Zawiyah (60 km à l'ouest de Tripoli) a été reprise par les forces fidèles au colonel Mouammar Kadhafi, a affirmé la télévision libyenne. Le «chef du groupe terroriste» de la ville, Hussein Darbouk, et son second ont été tués, a-t-elle également affirmé, en précisant que d'autres chefs rebelles avaient été faits prisonniers. Des hélicoptères de transport de troupes Chinook étaient visibles dans le ciel de la capitale en fin d'après-midi. Au moins six appareils, pouvant transporter une cinquantaine de soldats et du matériel, volaient vers l'ouest, en direction de Zawiyah. L'opposition a également manifesté à Benghazi pour réclamer le départ du colonel Kadhafi. Quelque 5 000 Libyens ont prié près du tribunal après un prêche au cours duquel l'imam a promis que «la victoire était proche». A Washington, le président américain Barack Obama a déclaré jeudi que le monde entier était «révolté» par la violence contre les Libyens, prévenant que les Etats-Unis examinaient «toutes leurs options» dans cette crise. Selon la Ligue libyenne des droits de l'homme, la répression a déjà fait 6 000 morts. Sur le plan humanitaire, le Croissant-Rouge tunisien a affirmé hier que près de 100 000 personnes fuyant la Libye avaient franchi la frontière tunisienne depuis le 20 février.

L'Italie redoute un afflux massif d'immigrants. Elle plaide pour une aide humanitaire sur le terrain ainsi qu'une aide aux infrastructures dans les pays concernés et a annoncé hier être prête à mobiliser «près d'un milliard d'euros» pour le développement des pays de la rive du sud de la Méditerranée.

MAROC

Appel sur Facebook à de nouvellesmanifestations le 20 mars

Le mouvement de jeunes à l'origine de manifestations au Maroc le 20 février pour réclamer plus de démocratie a appelé sur le réseau social Facebook à de nouvelles manifestations le 20 mars. «Nous avons choisi cette date afin de manifester pacifiquement, pour la dignité et pour exiger des réformes politiques profondes», a déclaré hier à l'AFP Oussama El Khlifi, l'un des initiateurs du «mouvement du 20 février».

Ce rendez-vous sera précédé d'un sit-in le dimanche 6 mars à Rabat, a-t-il précisé. Des manifestations ont eu lieu le 20 février dans plusieurs villes du Maroc, à l'appel de jeunes via Facebook pour réclamer des réformes politiques «urgentes» et une limitation des pouvoirs du roi. «Plusieurs associations, partis politiques et syndicats soutiennent notre mouvement, qui est pacifique et revendique notamment la promulgation d'une nouvelle Constitution», a ajouté Oussama El Khlifi. Le mouvement du 20 février, qui affirme sur sa page Facebook rassembler plus de 30 000 personnes, a été récemment soutenu par l'un des plus importants partis politiques de la coalition gouvernementale, l'Union socialiste des forces populaires (USFP).

Après ces manifestations, les premières au Maroc depuis le début des révoltes qui secouent le monde arabe, le pouvoir avait assuré avoir «saisi le message». Dans une allocution au lendemain du 20 février, le roi Mohammed VI avait exprimé sa volonté de «consolider (le modèle marocain) par de nouvelles réformes».